

# Qu'est-ce qui fait ou peut produire l'unification des dominés ?

**Roger Martelli**

*Historien*

Je vais m'inscrire d'emblée dans le fil de la contribution de Michel Vakaloulis. Il nous rappelle, à juste titre, que la société n'est pas une simple juxtaposition de classes sociales—l'étude sociale ne relève pas de la taxinomie—mais une polarité de classes. Les classes ne «sont» pas : elles se «produisent». Dans ce cadre, la classe dominante est celle qui, par la multiplicité de ses ressources, est capable de s'unifier elle-même et d'agrèger autour d'elle, sous son contrôle, une majorité des pratiques et des acteurs sociaux. Telle est la base de l'hégémonie.

La question de l'unification est donc en général fondamentale ; elle l'est plus encore du côté des dominés. Qu'est-ce qui fait ou peut produire l'unification des dominés ? L'expérience sociale de classe ? Sans nul doute ; mais elle n'est pas suffisante. Réfléchissons à l'expérience historique des *xix<sup>e</sup>* et *xx<sup>e</sup>* siècles. Qu'est-ce qui a produit l'unification en classe du monde ouvrier ? La communauté concrète de l'exploitation et l'expérience non moins concrète de la lutte sociale, en premier lieu. Mais on sait que ces deux facteurs majeurs d'identification commune n'auraient pas suffi à passer de l'éthos à la conscience. Encore faut-il qu'il y ait une médiation, celle de la représentation possible d'une société dans laquelle les dominés n'occupent plus une place subalterne mais centrale. Le «Principe Espérance» ou la «Sociale» : pas d'unité de classe sans production symbolique qui donne à un groupe sa légitimité ou son historicité.

Dans l'histoire sociale française, la place du groupe ouvrier a été assurée tant que son expansion a pu se conjuguer avec la conscience plus ou moins

partagée de son rôle historique potentiel: apogée du «mouvement ouvrier». Au contraire, quand cette conscience se dilue (dernier tiers du xx<sup>e</sup> siècle), le mouvement reflue, quand bien même le bloc sociologique se maintient. Or, quand le projet alternatif se fait incertain, on en sait par expérience les conséquences possibles. Il peut y avoir du mécontentement, de la colère, de l'indignation—le mot est heureusement à la mode. Mais tout cela sans l'espérance peut conduire, non pas à la combativité, mais au ressentiment. Et le ressentiment, à son tour, porte au repli identitaire, à la séparation douloureuse, à la violence, à l'ordre autoritaire, bref à la barbarie.

À qui s'interroge sur les avenir possibles de civilisation, l'enjeu de la production de projets alternatifs et donc postcapitalistes devrait être tenu pour le plus stratégique. À partir de là, je me permets de poser à nos amis trois questions.

1. La première est un peu une question de contenu. Parler de «projet» tire la réflexion du côté du tout social: un projet est ce qui articule dans un ensemble cohérent l'économique, le social, le politique, le culturel, l'éthique. Le projet est donc ce qui met en cohérence les pratiques, les dispositifs symboliques et les institutions au sens large. Le problème tient à ce que, à ce jour, nous ne disposons que de deux opérateurs globaux de mise en commun: le marché et l'État. Même si le marxisme «constituant» est par fondation anti-étatiste (*La guerre civile en France, L'État et la Révolution*), la pratique historique concrète a fait que les anticapitalistes pratiques ont considéré que l'État était *de facto* le seul antidote pertinent au libre jeu de la concurrence marchande. Or la prééminence de l'État a pu, pour une part, contredire la logique inégalitaire du marché; elle n'a pas produit pour autant—c'est le moins que l'on puisse dire—de la désaliénation.

Ne faut-il pas se demander comment sortir de ce balancement historique épuisant entre l'étatisation et la privatisation? Ne pensez-vous pas que l'un des enjeux de civilisation les plus déterminants et les plus complexes est aujourd'hui de penser une figure du «public» qui ne se rabatte pas inexorablement sur celle de l'État?

2. La deuxième question est davantage de méthode. Un projet de société renvoie au tout social. Mais qui est habilité à penser ce «tout»? Le problème est que, historiquement, l'action sociale s'est spécialisée. En particulier, elle s'est peu à peu structurée, au xix<sup>e</sup> siècle, sous la triple figure de l'associatif, du syndical et du partisan (dans l'ordre chronologique). Dès l'instant où la pratique sociale se scinde, se pose la question de l'articulation de ses domaines. Dans l'espace européen, elle s'est faite de façon dominante sur le registre de la subordination, soit du social au politique (modèle travailliste), soit du politique au social (modèle social-démocrate). Or, à terme, la subordination finit par produire ses limites mortifères: la politique subordonnée ou la politique

subordonnante débouchent sur l'insatisfaction, la frustration et la dépolitisation de masse. Face à la subordination, la tentation devient alors, de façon quasi naturelle, celle d'une autonomie qui confine à la séparation.

Ne peut-on pas considérer que, pour construire de la mise en commun moderne et du projet partagé, un problème majeur est celui de la définition de lieux de mise en commun, qui contredise la logique de séparation sans pour autant reproduire les mécanismes de la subordination? Les dominés ont eu jusqu'alors leurs structures communautaires de base (la communauté de village, l'isolat ouvrier), le mouvement puis le parti : quelles formes à la fois souples et pérennes sont capables de réussir de façon contemporaine cette mise en réseaux qui seule peut faire du «peuple» un sujet conscient de lui-même et de son avenir? Sans ces structures, le peuple sociologique n'a aucune chance aujourd'hui de devenir peuple politique. Peut-on penser des pistes allant en ce sens?

3. Enfin, la troisième question touche au politique proprement dit. Le politique, on le sait, est le lieu par excellence de la mise en commun. C'est en se constituant en sujet politique que le groupe social diversifié par la polarité sociale se fait classe consciente d'elle-même. Or le champ politique n'a pas échappé au vaste mouvement de spécialisation fonctionnelle qui marque l'avènement de la modernité bourgeoise et capitaliste. «Le» politique a débouché sur «la» politique comme espace distinct, puis de plus en plus professionnalisé. L'économique, le social, le politique se sont distingués; «la» politique est devenue la forme dominante d'exercice et d'organisation «du» politique.

Le problème est que cette spécialisation a accompagné l'émergence de l'État moderne «séparé». Les institutions politiques ont tendu, de façon universelle, à se calquer sur les mécanismes hiérarchiques et verticaux de l'État : c'est la naissance et l'expansion de la «forme parti». Cette forme a produit de l'efficacité incontestable et a participé de la structuration des groupes dominés : le parti politique a été au départ la façon la plus efficace de produire de la politisation populaire. C'est par sa médiation que la «multitude» industrielle et urbaine s'est constituée en «peuple». Mais l'importation des modèles de l'État a entremêlé de manière inextricable la centralité nécessaire et l'aliénation des individus : la promotion de l'individu s'est faite au prix de sa subordination au collectif partisan; l'affirmation du «Peuple» s'est faite dans l'exaltation de «l'Unique».

Nous sommes donc placés aujourd'hui devant une contradiction que l'on ne peut nier, mais que l'on doit maîtriser. La multitude parcellisée doit s'affirmer en peuple; mais si la centralité fonctionne à l'éradication des différences (tous semblables pour être tous égaux), la mise en commun tourne à la promotion de l'unique et donc contribue à reproduire de l'aliénation. Il faut de l'organi-

sation et donc de la centralité (comme en produisent les partis politiques) et il convient qu'elles soient durables et non circonstancielles (le temps d'une lutte ou d'une élection). Mais il ne faut pas que la durabilité de la structure débouche sur de l'aliénation. Sans doute, ce problème renvoie-t-il à un problème anthropologique plus large : celui d'une figure de l'individualité qui ne soit pas celle de la monade, de l'individu séparé du marché. En tout état de cause, il me paraît tracer les contours d'un défi majeur : celui de la constitution d'une organisation qui ne contredise pas le désir de mise en commun du « parti politique » mais qui dépasse les limites historiques de la « forme parti ».

Là encore, y a-t-il des pistes pour affronter ce défi ?